Les Rendez-vous militants
Fêtes du PCF
30 juin/1er juillet
Alpes-Maritimes, Ardèche, Cantal, Doubs, Isère

CONFÉRENCE NATIONALE DU PCF

Après la consultation des communistes, Jacques Chabalier fait le point (lire interview p. 3)

Supplément à l'Humanité

CommunistesS

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction : Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Cécile Jacquet - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Nicolas Bescond - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur : Olivier Dartigolles Tél. : 01 40 40 12 09 - Rédaction : Patrice Falguier Tél. : 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél. : 01 40 40 12 41 - Télécopie : 01 40 40 12 46 - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Maquette : DGC / Zouhair.NAKARA@vallee-de-la-marne.com

Meeting à la Mutualité

POUR RÉUSSIR LE CHANGEMENT, LE PCF APPELLE À LA MOBILISATION CONTRE LE TRAITÉ SARKOZY/MERKEL

SERVEZ-VOUS www.pcf.fr

Tract
Adresse du PCF au peuple de France

AVEC VOUS,
RÉUSSIR LE CHANGEMENT

Les communistes se sont réunis pour examiner la situation après les élections. Fières et fiers d'avoir contribué à la victoire, elles et ils souhaitent vous faire part de leurs convictions et de leur engagement, pour répondre aux attentes populaires.

Le peuple de France a tourné la page de Nicolas Sarkozy. C'était nécessaire. C'était vital pour un final avec un président de droite et milliardaire qui nous étaient infligées depuis cinq ans. C'était indispensable pour stopper la cause des acquis sociaux et démocratiques, pour redonner l'espérance et la force de notre pays dans le monde.

En battant la droite, nous avons aussi « cassé » le duo Merkel – Sarkozy qui constituait le socle le plus engagé des politiques d'austérité en Europe. Il faut s'appuyer sur cette victoire pour changer l'Europe.

Le Parti communiste français est fier d'avoir contribué à cette victoire avec le Front de gauche par ses votes au premier et au second tour des élections mais aussi par ses propositions qui ont marqué souvent le débat national.

Il est net ainsi de la retraite à 60 ans, du SMIC à 1 700 euros nets (plus ! de la progression cependant du pouvoir d'achat du Smic et des salaires ; d'un nouveau partage des richesses, avec de profonds changements dans leur production et leur finalité ; d'un nouveau partage du crédit pour la Banque centrale européenne (BCE) et les banques publiques ; de droits accrus à l'entreprise comme dans la cité ; de pauses à une VIe République.

Nous sommes heureux d'avoir mené une campagne de proximité unique qui nous a permis de citoyen notamment des centaines de milliers de jeunes, des salariés-e-s, des citoyennes et des citoyens, des ruraux, des ouvriers, des bureaux. Elles et ils ont exigé, avec nous, une autre façon de faire de la politique et de faire vivre la gauche dans la rue comme dans les institutions.

TRANSFORMER LA DÉMOCRATIE

L'Assemblée nationale élue est reflétée par la diversité des opinions exprimées par nos concitoyens. Le PS dispose de 50% des sièges, le Front de gauche 65% des voix de celle-ci, et le PS et l'UMP ensemble trustent 50% des sièges de cette assemblée. Ce Département écrase la démocratie, il la stérilise.

France à la proportionnelle dans les départements et les régions. Elle permet une représentation plus juste de toutes les opinions, de limiter le cumul des mandats et de garantir la parité. Elle est nécessaire mais pas suffisante pour changer le système politique.

Il faut donner le pouvoir au peuple, le consulter régulièrement sur les grands choix nationaux et européens, donner plus de droits aux salariés dans leurs entreprises, plus de droits aux citoyens dans la cité, plus de droits aux citoyens dans la vie économique et culturelle.

La télévision et les médias doivent être respectueux du débat public en donnant la parole à toutes les opinions et pas seulement aux deux partis dominants et au gouvernement. La parole unique libérale portée dans tous les commentaires doit faire place à une diversité plus grande mettant fin sur « ex-pertises » aux mensonges qui servent l'austérité, la rigueur, la baisse du coût du travail.

Les grands d'opinion doit disposer d'autres économiques lui permettant son indépendance.

La démocratie, ce n'est pas un chèque en blanc donné tous les cinq ans. Nous voulons, partout, favoriser l'intervention citoyenne.

SORTIR DE LA CRISE

En France et en Europe, la crise du capitalisme contribue de se développer. C'est ce défi auquel est confronté le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

La gauche, en gagnant, a fait un pas en avant vers le changement. Ils ne doivent pas être déçus.

Le Parti communiste français et le Front de gauche ont porté des propositions qui permettent de sortir de la crise. Il faut pour cela affronter les logiques financières, refuser la domination des marchés, changer le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) et du crédit en général afin que l'argent public et les profits servent à relancer l'emploi, la consommation et les profits servent à relancer de l'activité et financent activement l'emploi, les salaires, les formations, la recherche, l'innovation et les services publics. Ces changements structurels conditionnent toute politique sociale ambitieuse.

UNIVERSITÉS D'ÉTÉ

Trois rendez-vous pour la réflexion :

Université du PGE
18 au 22 juillet à Volos en Grèce

Estivales citoyennes du Front de gauche
25 et 26 août à Grenoble

Université d'été du PCF
31 août / 1er et 2 septembre aux Karellis en Savoie

FÊTE DE L'HUMANITÉ

1er rendez-vous national

avec Pierre Laurent et Patrick Le Hyaric

Mercredi 27 juin, 18 h

au siège du PCF / 2, place du Colonel-Fabien, Paris 19e

Comme chaque année, *CommunisteS* suspend sa parution pendant les congés. Bonnes vacances à toutes et tous !

Avec vous, réussir le changement

Les communistes se sont réunis pour examiner la situation après les élections. Fières et fiers d'avoir contribué à la victoire, elles et ils souhaitent vous faire part de leurs convictions et de leur engagement, pour répondre aux attentes populaires.

Le peuple de France a tourné la page de Nicolas Sarkozy. C'était salutaire. C'était vital pour en finir avec les souffrances et les humiliations qui nous étaient infligées depuis cinq ans. C'était indispensable pour stopper la casse des acquis sociaux et démocratiques qui constituent l'originalité et la force de notre pays dans le monde.
En battant la droite, nous avons aussi « cassé » le duo Merkel-Sarkozy qui constituait le socle le plus engagé des politiques d'austérité en Europe. Il faut s'appuyer sur cette victoire pour changer l'Europe.
Le Parti communiste français est fier d'avoir contribué à cette victoire avec le Front de gauche par ses votes au premier et au deuxième tour des élections, mais aussi par ses propositions qui ont marqué souvent le débat national.
Il en est ainsi de la retraite à 60 ans pour toutes et tous et à taux plein ; de la progression urgente du pouvoir d'achat, du SMIC et des salaires ; d'un nouveau partage des richesses, avec de profonds changements dans leur production et leur financement ; d'un nouveau statut pour la Banque centrale européenne (BCE) et les banques publiques ; de droits accrus à l'entreprise comme dans la cité pour passer à une VIe République.
Nous sommes heureux d'avoir mené une campagne de proximité qui nous a permis de côtoyer notamment des centaines de milliers de jeunes, des salarié-e-s, des citoyennes et des citoyens venu-e-s de tous les horizons.
Elles et ils ont exigé, avec nous, une autre façon de faire de la politique et de faire vivre la gauche dans la rue comme dans les institutions.

TRANSFORMER LA DEMOCRATIE

L'Assemblée nationale élue ne reflète pas la diversité des opinions exprimées par nos concitoyens. Le PS dispose de 90 % des députés de la gauche, avec 65 % des voix de celle-ci, et le PS et l'UMP, ensemble, trustent 90 % des sièges de cette Assemblée. Ce bipartisme écrase la démocratie, il la stérilise.
Passer à la proportionnelle dans tous les scrutins est nécessaire. Elle permet une représentation plus juste de toutes les opinions, de limiter le cumul des mandats et de garantir la parité. Mais cette mesure seule est insuffisante pour changer le système politique.
Il faut donner le pouvoir au peuple, le consulter régulièrement sur les grands choix nationaux et européens, donner plus de droits aux salariés dans leurs entreprises, plus de droits à toutes les citoyennes et tous les citoyens dans la vie sociale, économique et culturelle.
La télévision et les médias doivent être respectueux du débat public, en donnant la parole à toutes les opinions et pas seulement aux deux partis dominants et au gouvernement. La parole unique libérale portée dans tous les commentaires doit faire place à une diversité plus grande mettant fin aux « experts » unanimes aujourd'hui à servir l'austérité, la rigueur, la baisse du coût du travail.
La presse d'opinion doit disposer d'aides économiques lui permettant son indépendance.

La démocratie, ce n'est pas un chèque en blanc donné tous les cinq ans.
Nous voulons, partout, favoriser l'intervention citoyenne.

SORTIR DE LA CRISE

En France et en Europe, la crise du capitalisme continue de se développer. C'est le défi auquel est confronté le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.
La gauche en gagnant a fait naître des espoirs de changement. Ils ne doivent pas être déçus.
Le Parti communiste français et le Front de gauche ont porté des propositions qui permettent de sortir de la crise. Il faut pour cela affronter les logiques financières, refuser la domination des marchés, changer le rôle de la BCE et du crédit en général afin que l'argent public et les profits servent la relance de l'activité et financent activement l'emploi, les salaires, les formations, la recherche, l'innovation et les services publics. Ces changements structurels conditionnent toute politique sociale ambitieuse.
Le Parti communiste français est un parti de gouvernement. Il est prêt à assumer ses responsabilités. Mais le gouvernement de Jean-Marc Ayrault se refuse à prendre en compte les propositions de toutes les formations de gauche qui ont contribué à la victoire.
Aujourd'hui, le Premier ministre considère que sa seule feuille de route est le programme du candidat François Hollande à l'élection présidentielle. Il ignore ainsi les quatre millions de voix du Front de gauche qui ont permis l'élection du président.
Dans ces conditions, nous n'irons pas au gouvernement. Nous restons disponibles bien sûr, dans un esprit constructif, attentifs aux luttes et au mouvement social.
Vous pouvez compter sur nous, nous serons, dans la majorité, une force positive pour pousser le changement le plus loin possible, avec comme ligne directrice le refus des politiques de rigueur soumises aux exigences des marchés.
Nous contribuerons à développer les rapports de force nécessaires à l'adoption de mesures législatives qui traduisent les aspirations populaires. Avec le Front de gauche, nous ouvrirons des ateliers législatifs dans lesquels nous élaborerons ensemble les propositions de lois utiles à toutes et tous.
Nous voulons la réussite de la gauche et sa réussite durable.
Nous serons force de propositions pour une politique sociale, écologique de relance de l'activité en France et en Europe.
Nous agirons pour que la France joue un rôle actif en faveur de la paix dans le monde et des droits des peuples.
Nous proposerons que la France prenne l'initiative d'états généraux de la refondation de l'Union européenne.

La réussite du changement, nous voulons la construire ensemble.

POURSUIVRE ET ENRICHIR LA DYNAMIQUE DU FRONT DE GAUCHE

Par deux fois dans ces élections présidentielle et législatives, le Front de gauche a été confirmé comme la deuxième force de gauche dans notre pays. C'est une chance pour aujourd'hui et pour demain.
Avec son candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, et l'ensemble des candidates et candidats aux législatives, le Front de gauche s'est efforcé de faire de la politique autrement autour des idées et d'un programme en refusant toute stigmatisation, toute désignation de bouc émissaire, en s'efforçant de dialoguer avec l'ensemble de la gauche et du pays des issues à la crise pour un changement durable.
Nos « mots d'ordre », vous les avez entendus et appréciés : « L'humain d'abord », « Place au peuple », « Prenez le pouvoir », « On ne lâche rien ».
Cette « révolution citoyenne » nous voulons l'amplifier.
Le Front de gauche veut rassembler celles et ceux qui refusent les politiques libérales subies toutes ces dernières années, qui refusent de limiter le changement à une alternance entre deux partis, un de droite, un de gauche, dominant actuellement dans le pays.
Nous avons de l'ambition pour toute la gauche et pour notre pays. Nous voulons être la grande force de l'alternative face aux chantres du malheur qui répètent en boucle que rien n'est possible. A quoi servirait la politique si ce n'est à rêver et à ouvrir les voies d'un avenir d'humanité respectueux de l'intérêt général et de l'émancipation de chacune et de chacun.
Les communistes pensent que c'est vous, citoyennes et citoyens, qui devez être les acteurs principaux de ces objectifs de changement. Ils vous appellent à vous rassembler dans le Front de gauche pour qu'il en devienne la force motrice. Ils vous invitent à rejoindre le PCF dont l'action est un élément essentiel dans le développement du Front de gauche.
Notre appel s'adresse aux organisations politiques qui veulent rejoindre le Front de gauche dans ses objectifs, mais aussi à celles et ceux, responsables associatifs, syndicalistes, citoyennes et citoyens qui veulent librement apporter leur contribution à cette dynamique.

Confiants dans l'avenir, nous vous donnons rendez-vous dans les combats européens et français qui s'annoncent. ✪

La conférence nationale du Parti communiste français réunie le 20 juin 2012 à la Mutualité à Paris

Photothèque.org

L'INTERVIEW

Entendre l'apport du Front de gauche

Au lendemain de la Conférence nationale du PCF, entretien avec Jacques Chabalier, membre de l'Exécutif national, en charge des secteurs Vie militante, vie du Parti, sur l'état d'esprit des communistes, les initiatives qu'ils prennent dans cette période nouvelle, leur feuille de route de l'été.

Communistes

UN MOT SUR LA CONSULTATION DES COMMUNISTES ?

JACQUES CHABALIER : Dans la préparation de la conférence, nous avons eu trois jours de consultation des adhérents du PCF ; ils ont été plus de 26 000 à participer à la fois au vote pour adopter les trois points de la résolution et à leur assemblée générale de section. C'est une mobilisation intéressante ; les militants ont ressenti le besoin, pas simplement pour eux-mêmes mais pour la société, de dire comment ils abordaient la nouvelle période politique. Ils partagent un même souci, qui est de voir leur parti - et évidemment le Front de gauche dans un même mouvement - être utile pour que le changement voulu par les Français réussisse.

Communistes

UN BILAN DE LA CONFÉRENCE NATIONALE ?

J. C. : La conférence a adopté une adresse au peuple de France qui explicite le positionnement du PCF : les communistes veulent que le changement réussisse, et pour cela ils considèrent que des inflexions importantes doivent être données à la politique définie par le gouvernement et le Président. Par exemple, en matière de construction européenne, le traité Sarkozy-Merckel doit être abrogé, on doit mettre en chantier un autre traité. De même, sur les questions des salaires, des revenus, du SMIC, de l'emploi, de l'industrialisation, de l'utilisation du crédit, sur tous ces chantiers il faut que l'apport du Front de gauche puisse être entendu au sein de la nouvelle majorité. Aujourd'hui ce n'est pas le cas, on nous dit que la seule « feuille de route » est le programme de François Hollande. Cela ne nous convient pas et c'est pour cette raison que nous avons fait le choix de ne pas participer au gouvernement, mais nous ne nous résignons pas. On aborde au contraire la période avec la ferme volonté de faire bouger la situation, en appelant nos concitoyens à agir, à intervenir. On a donc décidé de prendre des initiatives publiques sur tous les points cités (Europe, salaires, emploi, école, santé...), de débattre de propositions avec les gens. On a expérimenté pendant la campagne électorale de nouvelles manières de faire de la politique, avec les assemblées citoyennes, les réseaux thématiques, le Front des luttes, les ateliers législatifs. On entend prolonger cette dynamique citoyenne.
Au sortir de cette conférence, les communistes s'inscrivent pleinement dans la poursuite du Front de gauche qui est pour eux un atout précieux, à continuer, à faire fructifier. Evidemment cela suppose de faire une analyse serrée du scrutin, de se donner le temps de l'analyse, avec la perspective du congrès, en février 2013. Il y a chez les camarades un sentiment d'inachevé. A la fois ils apprécient positivement les progrès enregistrés par le Front de gauche, tant à l'élection présidentielle que lors des législatives, mais on sent la déception que les législatives ne nous aient pas donné le nombre d'élus auquel nous pensions pouvoir prétendre. Reste que l'état d'esprit n'est nullement à l'abattement ; il est de prendre appui sur ce qu'on a réussi à construire pour aller plus loin, poursuivre la démarche de rassemblement.

Communistes

QUELLE EST LA « FEUILLE DE ROUTE » DE L'ÉTÉ ?

J. C : Il faudra s'adresser à toutes celles et tous ceux qu'on a côtoyés dans la campagne pour les inviter à nos initiatives et continuer à porter leurs exigences ; la préparation d'une grand Fête de l'Humanité 2012 en est l'occasion. On a pris également l'initiative d'une grande journée du Front de gauche, le 26 août à Grenoble ; la semaine suivante se tiendra l'université d'été de notre parti ; il nous paraît important que les nouveaux adhérents y participent, ainsi qu'à la Fête de l'Humanité, qu'ils prennent leur place dans les nouvelles campagnes à venir. J'ai la conviction que notre organisation sortira renforcée en influence dans la société et en intérêt qu'elle peut susciter auprès des gens ; on peut donc aborder de bonne manière les chantiers qui sont devant nous.

Propos recueillis par Gérard Streiff

CONFÉRENCE NATIONALE

Et maintenant ?

Trois secrétaires départementaux font part de leurs réflexions sur l'avenir.

Céline Brulin
Seine-Maritime

La séquence électorale que nous venons de vivre et la situation nouvelle qui en découle méritent une réflexion approfondie dans le Parti. Dans notre département, nous avions trois parlementaires. Nous n'en avons plus qu'un. Pourquoi ne sommes-nous pas apparus comme les plus efficaces pour construire le changement ? Nous sommes aussi confrontés à des questions nouvelles. Nous avons décidé de ne pas entrer au gouvernement, mais quel positionnement du PCF, du Front de gauche, dans la nouvelle majorité ?... Le débat a commencé avec la consultation des communistes. Il doit se poursuivre en lien avec l'action. Dans la région, nous sommes confrontés à des défis immédiats : Pétroplus, Renault-Sandouville... avec à la clé des milliers d'emplois en danger. Sur cette question, comme sur celle du développement industriel, des droits nouveaux des salariés ou des salaires nous entendons être à l'offensive. Avec nos élus, nos militants, nous mettons en place un dispositif pour animer ces batailles. Dès aujourd'hui, nous nous plaçons en position de reconquête.

Pierre Dharréville
Bouches-du-Rhône

Dès le lendemain de l'élection présidentielle, j'ai écrit à François Hollande pour l'inviter à intervenir sans attendre sur plusieurs dossiers essentiels pour l'avenir de la région comme Fralib, Lyondell-basell ou le développement industriel du port. A ce jour, les réponses gouvernementales sont loin de répondre aux attentes. Aussi allons-nous reprendre ce qui a fait la force du Front de gauche dans la campagne, à savoir l'intervention citoyenne. Dans l'action pour l'emploi et le développement industriel, la défense des centres de santé et dans les assemblées citoyennes que nous relançons, nous entendons forger un mouvement populaire combatif et nourrir ainsi la majorité de gauche des exigences qui s'y expriment. C'est cette démarche qui a présidé au contenu de la fête départementale que nous avons tenue ce week-end à Septèmes-les-Vallons. Dans les initiatives programmées comme dans le meeting avec Pierre Laurent nous avons voulu insuffler la combativité et « l'esprit du Prado ».

Hervé Poly
Pas-de-Calais

La candidature de Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont et mon engagement à ses côtés n'étaient pas un coup. L'objectif était clair : empêcher l'élection de Marine Le Pen. Nous y sommes parvenus, mais le combat n'est pas fini. Trop d'ouvriers et de petites gens sont abusés par la démagogie du Front national. Nous allons donc continuer à dénoncer la supercherie sociale de l'extrême droite. Nous allons le faire aux côtés des salariés en lutte pour l'emploi, les salaires et la réindustrialisation de la région et en impulsant des ateliers législatifs, notamment autour du projet de loi défendu par Dominique Watrin au Sénat sur la question des licenciements boursiers. Parallèlement à ces batailles, nous entendons aussi être les meilleurs opposants à la construction libérale de l'Europe qui impose aux peuples des reculs sociaux intolérables. Pas question de laisser ce terrain essentiel à la démagogie populiste de Marine Le Pen.

Propos recueillis par Patrice Falguier

PARTI PRIS

SMIC

Selon *Les Échos* de ce matin, il s'agirait d'une augmentation du salaire minimum de 2 %, soit + 0,6 % si l'on tient compte de l'inflation constatée depuis la dernière augmentation. Si tel est le cas, le coup de pouce promis se transforme en dérisoire pichenette ! Nous ne pouvons décemment pas en rester là. Le PCF demande au gouvernement de corriger le tir en revoyant à la hausse une augmentation du SMIC. Au lendemain d'une victoire historique de la gauche, le changement doit se traduire par du sonnant et du trébuchant. L'urgence le commande.

PCF

Désarmement nucléaire

La France pourrait prendre l'initiative de relancer le désarmement nucléaire. C'est une question qui est posée au monde et je crois que nous devrions prendre des initiatives.

Pierre Laurent

Paraguay

Le PCF condamne le coup d'État déguisé au Paraguay, dirigé contre Fernando Lugo, Président de la République, « l'évêque des pauvres » et élu contre une droite revancharde et réactionnaire qui s'est enrichie pendant la période de la dictature.

Jacques Fath

Amiante

Suite à l'heureuse décision du gouvernement de mettre un terme aux demandes de remboursements du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante envers les victimes de l'amiante, ces dernières restent porteuses d'une attente forte : celle de la nécessité d'un grand procès pénal dans notre pays.

Michelle Demessine

Gabon

Le PCF soutient l'ensemble des forces politiques et sociales qui luttent pour le changement, la démocratie et les libertés au Gabon. Ces forces attendent des nouvelles autorités françaises une solidarité effective et urgente contre les pratiques du régime du président Ali Bongo Ondimba.

PCF

Déclarations complètes sur Internet
www.pcf.fr
www.groupe-crc.org
www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

Europe : Quelle réponse ?

La confrontation politique fait rage, en Europe, sur la nature d'une solution possible à la crise : faut-il gérer l'urgence ou bien s'engager dans un saut fédéral de la construction européenne ? Comment « sauver l'euro » ?

Photothèque.org

Pour comprendre il faut se reporter quelque trente ans en arrière. Un des débats portait alors sur la « *convergence* » ou l'exigence de la convergence économique des Etats membres de la CEE. Avec des questions qui semblaient scolastiques : faut-il chercher une convergence des performances économiques ou bien des politiques conduites ? Cette volonté de convergence apparaissait en fait comme la logique nécessaire d'une intégration capitaliste fondée sur un grand marché unifié par les règles de la concurrence et par des réformes structurelles organisant des reculs sur le coût du travail, les retraites, les droits sociaux, les services publics... Aujourd'hui, du fait de tant d'années de politiques néo-libérales, de baisse drastique des dépenses publiques et sociales, d'austérité programmée dans chaque pays et coordonnée au niveau communautaire... ce sont les divergences et les contradictions qui explosent et se traduisent par une suite de crises politiques aigües.

Un tournant majeur a donc été pris au début des années 90 avec le Traité de Maastricht. Puisque les politiques mises en œuvre provoquent une telle crise et sapent la cohésion même de l'UE…, il fallait imposer la convergence par la contrainte économique, la surveillance et les sanctions. D'où les critères de Maastricht, le pacte de stabilité, le durcissement progressif des « *disciplines* » de politiques économique et budgétaire, jusqu'au pacte Sarkozy-Merkel et sa « *règle d'or* » et les projets dits de fédéralisme poussés notamment par Angela Merkel qui propose une union politique, budgétaire et bancaire pour resserrer encore le contrôle des politiques économiques au mépris des souverainetés.

L'objectif réel et essentiel n'est pas de sauver l'euro, même si la crise menace tout le système, car la logique qui le sous-tend est à bout de souffle. Dans un chantage à la peur sur l'avenir même de l'Europe (ce fut le cas en Grèce), l'objectif est d'abord d'utiliser l'euro et la Banque centrale européenne pour imposer une convergence des compétitivités par l'austérité et pour la rentabilité financière. C'est l'ajustement structurel sous tutelle pour faire rentrer aux forceps les pays concernés dans la globalisation ultra-libérale et capitaliste en liquidant les modèles européens de protection et de droits sociaux. On appelle ça « *gouvernance* ». Hier, un tel ajustement fut prescrit aux pays en développement trop endettés. Aujourd'hui, l'Allemagne, la BCE, la Commission et le FMI constatent un problème aigu de l'endettement des pays du Sud en Europe qu'ils tentent de résoudre par l'autoritarisme et la démolition de l'Etat providence. Ce processus tend à marginaliser ou à imposer une place secondaire aux économies les plus affaiblies dans la crise. Il tend à structurer, de fait, un noyau dur de pays dominants, une hiérarchie des puissances en Europe. Le peuple grec, sous une pression extérieure énorme, est la première victime de cette stratégie, cet « *enchaînement* » désastreux. C'est une crise en Europe et de l'Europe. Au point où l'idée même d'Europe se voit mise en cause.

Pour certains, il faudrait donc sortir de l'UE. Mais celle-ci n'est pas une option que l'on peut choisir ou pas, qu'on pourrait quitter. Sortir, ce n'est que gérer autrement la crise ou s'enfermer dans un protectionnisme sans issue. Car il s'agit bien d'un seul et même processus, du mouvement et des contradictions du capitalisme en Europe et de son mode de gestion dans chaque pays et sous contrainte collective.

Exiger de la croissance comme le fait François Hollande, c'est chercher une adaptation conjoncturelle et un compromis avec la chancelière allemande dans une gestion de l'urgence. Mais croissance et austérité sont incompatibles et cela fait des années que l'on prétend ainsi gérer l'urgence par des politiques qui ne font qu'aggraver la crise sous la pression des marchés financiers. C'est bien cette logique d'ensemble qu'il faut changer en couplant de grandes transformations économiques, sociales et institutionnelles nationales – dans le respect de la souveraineté populaire – avec une refondation de la construction européenne, un nouveau Traité, une refonte de la BCE et de ses statuts, la mise en place d'un Fonds de développement social, écologique et solidaire, des Etats généraux de la refondation européenne.

Il faut une vraie vision de l'avenir avec une Europe sociale, solidaire, démocratique, reposant sur l'exigence d'une harmonisation de tous les droits par le haut. Une Europe capable d'initiatives pour le désarmement et la paix, notamment au Proche-Orient, et engagée dans une coopération et de véritables partenariats, en particulier avec les pays de la Méditerranée, d'Afrique et d'Amérique latine. Les relations extérieures de l'UE, fondées de façon privilégiée sur la conception des zones de libre-échange, doivent, en effet, elles aussi, se dégager résolument des contraintes néo-libérales et du poids des institutions financières internationales.

La montée des mouvements sociaux, des luttes, des mobilisations citoyennes et syndicales en Europe exprime cette attente, ce besoin de solidarité et de profonds changements touchant au projet de société lui-même, avec des réponses sociales et politiques à la hauteur du défi qui est à la fois européen et mondial.✪

Jacques Fath
Responsable des relations internationales

SOUSCRIPTION

L'appel à la souscription lancé la semaine dernière par le trésorier national a été entendu. Depuis mercredi, des centaines de chèques sont parvenus au siège du Conseil national. Merci à ces premiers donateurs. La bataille continue !

Je verse :..... **euros**

Nom : .....Prénom :.....

Adresse : .....

Ville .....Code postal .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
www.pcf.fr/souscrire
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

L'AIR DU TEMPS

Le SMIC est à gauche

Le coup de pouce donné au Smic début juillet sera-t-il modeste, symbolique, cosmétique ? Ou, au contraire, juste, correct, raisonnable ? La hausse du Smic a été un des grands enjeux de la présidentielle. C'est une mesure de justice et d'efficacité. C'est aussi une mesure très attendue : un sondage OpinionWay pour Tilder-Lci, ces jours-ci, montre que 63 % des sondés trouvent que c'est « *une bonne chose car elle améliorerait la situation des salariés* ». Mais ce plébiscite cache mal que cette aspiration est essentiellement une envie de gauche. La hausse des salaires, en effet, est au centre d'une bataille d'idées féroce et pour la vulgate libérale, « *la violence de la crise* » impose « *une baisse des salaires* ». Le choix des sondés est radicalement différent selon leur positionnement politique. Ainsi, 89 % des électeurs du Front de gauche trouvent qu'il s'agit d'une « *bonne chose* », et c'est, à peu de chose près, l'aspiration de l'électorat Hollande du 6 mai (86 %), alors que 73 % des électeurs de Sarkozy estiment tout au contraire que c'est « *une mauvaise chose* ». Un rapport exactement renversé. Comme dit Frédéric Latrobe, de Tilder, qui commandait ce sondage, la hausse du Smic c'est aussi « *un marqueur idéologique* » avec « *une très forte symbolique de gauche* ». Un pouvoir de gauche peut-il négliger ce fait ?✪

Gérard Streiff

ENVIRONNEMENT

RIO+20

Retour sur la Conférence des Nations unies sur le développement durable dite Rio+20 qui s'est déroulée du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro, Brésil.

Le sommet de Rio+20 vient de se solder par de nouvelles déclarations d'intention au cours duquel les Etats ont été incapables de conclure un accord pour sauver la planète. Face au réchauffement climatique, à l'accaparement des ressources en eaux, au pillage des mers, à la spéculation foncière, à la déforestation, à l'appauvrissement de la biodiversité, quelques touches de vert ne peuvent rendre le capitalisme soutenable. A travers les mobilisations citoyennes s'expriment des exigences auxquelles nous trouvons des convergences. A ces enjeux de civilisation ainsi posés, les communistes français souhaitent que les ressources naturelles soient considérées comme biens communs de l'humanité et non comme marchandises.

Nous avançons des propositions dans le cadre des Nations unies, notamment celles de la création d'une agence mondiale de l'environnement liant ambition sociale et environnementale au développement humain. Nous appelons à la naissance d'une agence mondiale de l'eau garante de l'accès à tous, comme une nouvelle organisation mondiale pour l'alimentation répondant à la fondamentale souveraineté alimentaire des peuples.

Dès maintenant, il est possible de lever les moyens d'actions au niveau mondial en décidant une taxation des transactions financières et la réduction des dépenses militaires de 10 % par an. Pour conquérir de nouvelles politiques publiques, nous proposons d'engager des batailles à tous les niveau, telle l'instauration d'une convention internationale sur la non-spéculation financière des biens alimentaires, de légiférer en Europe contre les importations des bois coupés illégalement, de constituer en France un grand service public de l'eau...

C'est le sens de l'engagement du Parti communiste français en faveur d'un nouveau mode de développement humain durable, citoyen et solidaire.✪

Xavier Compain,
membre du Conseil national du PCF
en charge du pôle Agriculture, pêche, forêt